



# Agir avec le Sud

Rapport d'activités 2010 SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg



**2** Éditorial**3** Au service des ambitions fortes de ses partenaires**5** Partenariats : l'Amérique latine**7** Partenariats : l'Afrique**10** Carte des partenariats**12** Focus  
SOS Faim met les céréales au menu !**14** Communication  
Au Nord, priorité à la sensibilisation et à l'information du public**18** Les ressources  
Des moyens financiers au service de nos ambitions et celles de nos partenaires**20** Comptes et bilan consolidés**22** Équipes et Institutionnel

# L'aventure humaine continue !



© SOS Faim-ML

*L'agriculture familiale est largement majoritaire dans les pays du Sud.*

En novembre 2010 à Ouagadougou, SOS Faim Belgique, SOS Faim Luxembourg et le ROPPA<sup>1</sup> ont organisé un séminaire international sur les filières céréalières en Afrique de l'Ouest. Après avoir analysé le diagnostic de déficit chronique (quoiqu'inégal) de production céréalière dans la sous-région, la cinquantaine de participants a étudié les pistes de solutions en vue de nourrir une population appelée à doubler dans les 30 prochaines années, dans un contexte d'explosion urbaine. En toile de fond de ce séminaire, le slogan d'une « *Afrique nourricière* » lancé par le ROPPA il y a quelques années et auquel SOS Faim et tous ses partenaires adhèrent avec une conviction sans faille.

C'est aussi cela SOS Faim : à côté de ses appuis financiers et non financiers à ses partenaires en Afrique et en Amérique latine, à côté de ses campagnes de plaidoyer en faveur de la souveraineté alimentaire, SOS Faim facilite la mise en réseau de ces partenaires et le dialogue entre ces derniers et les décideurs politiques du Sud et du Nord. Ce travail est aussi important que les montants financiers transférés ou que le nombre de pétitions signées. Il enrichit les partenaires de nouvelles idées d'actions et, surtout, influe sur les politiques et les contextes dans lesquels nos partenaires œuvrent sans relâche.

Il nécessite beaucoup de patience, de persévérance... et de pédagogie. Par exemple, l'important programme de finance rurale FAIR dans l'Office du Niger au Mali, initié par SOS Faim grâce à un mandat du gouvernement luxembourgeois, a subi en 2010 des accusations de « *concurrence déloyale* » dans sa politique de coûts des crédits. Ce qui a entraîné un report des versements des subsides du Ministère des Affaires Etrangères (MAE) luxembourgeois qui, logiquement, souhaitait vérifier le fondement de ces accusations avant de poursuivre l'exécution du programme. Après de multiples démarches et une rencontre à Bamako sous l'égide du Secrétaire d'Etat à l'Office du Niger réunissant tous les acteurs concernés et actifs dans la zone, il s'est avéré que ces accusations étaient infondées et que le programme pouvait se poursuivre comme prévu au bénéfice des paysans maliens. Cet épisode illustre l'importance du dialogue dans toute initiative de développement. SOS Faim est particulièrement sensible à ce dialogue et à l'ouverture aux autres.

Le dialogue avec les bailleurs de fonds est également important dans la négociation de nouveaux programmes d'action cofinancés par eux. 2010 fut une année intense pour les deux SOS Faim à ce niveau. Tant SOS Faim Belgique, avec la Direction Générale du Développement (DGD), que SOS Faim Luxembourg avec le MAE ont conclu avec succès leurs nouveaux Programme d'Action ou Accords-Cadres triennaux. A ces occasions, les deux bailleurs ont souligné entre autre la cohérence, la pertinence, la « *prise de risques* » et la durabilité des programmes de SOS Faim. Cela nous fait plaisir, certes, mais nous incite à maintenir voire à renforcer notre niveau de professionnalisme très élevé.

Car, si nos partenaires ont du talent, tout est mis en œuvre à SOS Faim pour qu'ils l'expriment avec force. Et ce, dans l'unique but d'aider leurs milliers de membres ou de clients à en finir une bonne fois pour toutes avec la faim et la pauvreté. L'aventure humaine continue !

Thierry Defense,  
Directeur SOS Faim Luxembourg

Freddy Destrait,  
Secrétaire général SOS Faim Belgique

<sup>1</sup> Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest

# Au service des ambitions fortes de ses partenaires

À la fois pour répondre aux attentes de ses bailleurs, mais, surtout, parce qu'elle est convaincue que toute démarche est susceptible d'améliorations, SOS Faim réalise très régulièrement des évaluations de son travail.

Réalisé soit en interne soit avec le concours d'experts externes, ces évaluations impliquent toujours les organisations partenaires concernées, cela fait partie de la conception de l'association des relations établies avec ceux-ci.

À l'occasion de la rédaction de nouveaux programmes destinés aux autorités nationales des deux entités belge et luxembourgeoise, SOS Faim a contracté une importante institution française, l'IRAM - Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement - pour mener à bien une évaluation de son soutien aux populations rurales du Sud dans leur lutte contre la pauvreté. Cette évaluation s'est interrogée sur la pertinence des outils et services de SOS Faim et la durabilité de ses interventions et a étudié la cohérence des actions entamées.

Il ressort de cette évaluation que les principaux points forts des interventions de SOS Faim dans les pays dans lesquels elle poursuit des partenariats sont au nombre de 4 :

**UNE EXPERTISE ET UN SAVOIR-FAIRE** centrés sur le renforcement des organisations de producteurs agricoles plus que sur la faim et la pauvreté en général, ce qui confirme l'intention de SOS Faim qui est d'appuyer des dynamiques locales et non d'intervenir à la place des acteurs locaux ;

**UNE RELATION DE CONFIANCE** avec les partenaires qui est à l'épreuve des « crises » ou des problèmes à résoudre ;

**UNE CAPACITÉ À REPÉRER DES ORGANISATIONS RURALES** disposant d'un haut potentiel d'action dans la lutte contre la pauvreté ;

**UNE ABSENCE DE FORMALISME** et de procédures au profit d'un savoir-faire personnalisé qui permet notamment de rester à l'écoute des attentes des partenaires et de leurs évolutions.



© SOS Faim-J-L Brocart

*Au Kivu comme ailleurs, les femmes ont un rôle essentiel dans les stratégies mises en œuvre en vue d'assurer la sécurité alimentaire locale.*

## Des recommandations précises

Les recommandations formulées par l'IRAM dégagent quatre pistes d'amélioration du travail de SOS Faim en ce qui concerne la cohérence de ses actions :

**VISER L'ÉLARGISSEMENT DES PARTENARIATS** au niveau sous-régional afin de rencontrer des espaces politiques permettant à nos partenaires d'atteindre les décideurs concernés par leurs ambitions ;

**RENFORCER LES SYNERGIES** entre les partenaires partageant des espaces ou des filières de productions ;

**SENSIBILISER LES PARTENAIRES** aux opportunités que peuvent constituer, dans certains pays d'Amérique latine, les commandes publiques ;

**RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT** sur les innovations, dans les domaines de la commercialisation et de la transformation agro-alimentaire.

Précisément, sur les interventions visant un renforcement des moyens financiers des partenaires (donations, fonds de crédits, fonds de garantie), l'IRAM préconise de définir une stratégie précise d'accompagnement financier basée sur la complémentarité des divers instruments utilisés par SOS Faim.

Parallèlement, les experts recommandent à SOS Faim d'accorder plus d'attention, tant dans les programmes d'appui aux partenaires que dans les campagnes menées en Europe, aux conséquences des changements climatiques en introduisant des outils de diagnostic environnemental et d'analyse d'impact environnemental permettant d'éclairer de nouveaux enjeux liés aux questions énergétiques et environnementales.

## Un avenir en débat

Ces recommandations et propositions ont été débattues lors d'un séminaire organisé

## Stratégie

avec une vingtaine de partenaires en mars. Elles seront intégrées dans le dialogue qu'établit SOS Faim avec chacun de ses partenaires. C'est sur la base de ces dialogues que se construiront les collaborations et les programmes d'actions futures.

Si, bien entendu, SOS Faim a été rassurée par cette évaluation, il n'en reste pas moins que son niveau de performances et la pertinence de son action peuvent encore s'améliorer. L'engagement et les compétences de ses partenaires et de ses équipes attestent de la capacité de SOS Faim à évoluer dans la direction pressentie.

Comme le rappelait Jean-Jacques Beauvois, président de SOS Faim Belgique, en clôture du séminaire de restitution de cette

évaluation: « *Au bout du compte, c'est le jugement des hommes et leurs qualités qui prévalent. SOS Faim et ses partenaires, à cause précisément de la qualité et de l'engagement de ces partenaires, sont en bonne position pour relever les défis d'une lutte efficace contre la pauvreté rurale.* »

Forte de ses atouts, SOS Faim a entrepris de renforcer non seulement ses alliances mais également ses équipes. Un bureau a été ouvert à Bamako pour représenter SOS Faim au Mali, tandis que le Service d'appui partenaires s'est enrichi d'un nouveau Responsable des partenariats basé à Luxembourg. Parallèlement au renforcement des ressources humaines, les enseignements apportés par l'évaluation ont été introduits dans la conception des

nouveaux programmes avec l'approbation des bailleurs nationaux qui se sont engagés à les financer pour les trois prochaines années.

C'est dans les ambitions de ses partenaires que SOS Faim puise inspiration et détermination. C'est dans les résultats atteints par ses partenaires que SOS Faim réalise son ambition.

## Un cadre d'action inchangé

**SOS Faim soutient, dans le Sud, le secteur agricole et ses organisations paysannes afin de combattre la pauvreté. Pour ce faire, SOS Faim développe son activité aussi bien dans le Nord que dans le Sud.**

DANS LE NORD, les actions s'articulent autour de trois axes, appelés communément les trois objectifs stratégiques :

- un travail d'influence sur les politiques du Nord et leur mise en œuvre ;
- l'information des citoyens et, spécifiquement pour ce qui concerne SOS Faim Belgique, le développement d'un réseau citoyen défendant les positions et intérêts des acteurs ruraux

DANS LE SUD, un apport dans l'amélioration des compétences des acteurs de la coopération au Nord, et ce dans les domaines de la microfinance rurale et des organisations paysannes.

Dans le Sud, trois grandes lignes directrices également :

- l'aide à la mise en place de cadres politiques et institutionnels plus favorables aux ruraux ;
- l'amélioration et la pérennisation de l'accès, par les acteurs ruraux, aux services financiers ;
- l'amélioration des performances agricoles, tant en termes de production que de transformation et de commercialisation.

Si l'ensemble des partenaires des deux SOS Faim ne peut être évoqué dans les pages qui suivent, nous nous efforçons de faire apparaître chacun au fil des publications et de faire ressortir les activités les plus concrètes de l'année écoulée. Chacun d'eux fait l'objet d'une présentation étoffée sur le site internet [www.sosfaim.org](http://www.sosfaim.org).



© SOS Faim-M.L

Une agence de microcrédit des UBTEC au Burkina Faso permet un accès au financement adapté pour les populations rurales.

# L'Amérique latine

L'Amérique latine reste une région où le fossé entre les citoyens très riches et ceux très pauvres est excessivement grand. Malgré une croissance économique importante ces dernières années, la pauvreté a baissé de moins d'1 % en 2010. Dans ce contexte, la situation des petits producteurs ruraux reste difficile et davantage d'attention et d'appui au secteur rural productif est nécessaire pour justement participer à une sortie de la pauvreté et en même temps assurer la souveraineté alimentaire durable dans cette région. Pour rappel, seule SOS Faim Belgique est active sur le continent latino-américain, essentiellement aux côtés des associations de producteurs agricoles, afin de renforcer leurs capacités productives, améliorer leur accès au crédit ou encore leur permettre de participer utilement aux débats qui les concernent.

## FOGAL: des crédits à 89.000 familles

Le Fonds de Garantie Amérique Latine - FOGAL -, initié par SOS Faim en 2004, est actif dans les 3 pays andins où SOS Faim mène ses actions: Bolivie, Equateur et Pérou.

Autonome depuis 2004, il offre ses services à 31 institutions, institutions de microfinance et organisations de producteurs, à part plus ou moins égale; ces dernières offrent elles mêmes leurs services à plus de 89.000 familles rurales.

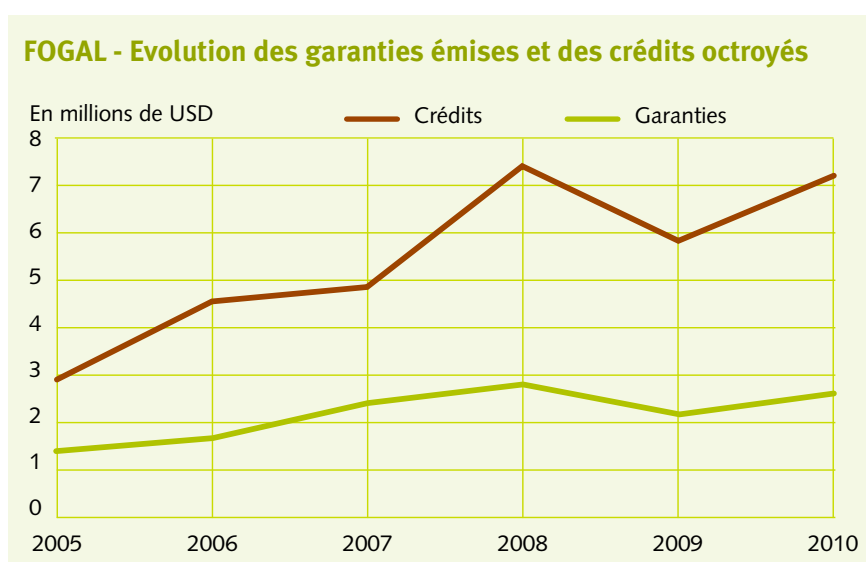
Si le montant des garanties émises par le FOGAL au bénéfice des institutions partenaires est en légère croissance, par contre, le montant des crédits octroyés sur base de ces garanties est lui en augmentation importante en raison de l'effet de levier qui s'est accru progressivement sur la période, passant de 2 à 2,8 %.

Cela permet en 2010 d'avoir un encours de garanties de 2.588.000 USD donnant lieu à 7.186.000 USD de crédit mis à la disposition des institutions.

Il faut souligner le bon comportement du portefeuille puisqu'aucune garantie n'a fait l'objet d'un appel depuis plusieurs années. En 2010, le résultat net du FOGAL se montait à 102.290 € qui sont venus renforcer ses capacités de travail.

## Bolivie: soutien aux activités rurales

En 2010, SOS Faim a soutenu 19 organisations partenaires dans 6 départements boliviens. Le travail de SOS Faim en Bolivie vise à renforcer les organisations paysannes de deux secteurs productifs principaux, l'artisanat et l'agriculture biologique au sens large, à consolider des initiatives



de financement rural et à appuyer la défense des intérêts des artisans ruraux, très nombreux dans les campagnes.

Depuis de nombreuses années, SOS Faim soutient le développement d'activités d'artisanat en milieu rural. Elles offrent la possibilité aux petits producteurs de compléter leurs revenus en générant de nombreux emplois, tout particulièrement pour les femmes qui représentent plus de 90 % des artisans. Ces appuis se concrétisent dans des communautés très pauvres de l'Altiplano où les possibilités de développer une agriculture rentable sont quasi inexistantes. SOS Faim a soutenu 7 associations qui regroupent 2.436 membres. Parallèlement à ces appuis aux activités productives, SOS Faim a également soutenu le Réseau des organisations économiques de producteurs artisans à identité culturelle – RED OEPAIC, qui regroupe ces

associations, et d'autres, afin de défendre les intérêts du secteur artisanal. Ce dernier s'est positionné comme une des faitières paysannes les plus actives du pays. Il a trouvé sa place dans les négociations avec les autorités (ministères, assemblée), a renforcé ses liens avec des acteurs similaires (comme les réseaux d'artisans urbains) et a poussé à la formulation d'une loi cadre pour le secteur.

Dans le secteur du café, SOS Faim a prolongé son soutien direct aux coopératives de café par un appui à FINCAFE, le bras financier de la fédération nationale des producteurs de café. Cette institution se positionne progressivement comme un acteur important du financement du secteur caféicole bolivien. 25 coopératives en sont membres, représentant 4.772 familles de petits producteurs principalement de la région des Yungas du département de La Paz.

## Partenariats

L'appui à l'association des producteurs biologiques de Bolivie, AOPEB, à travers la création d'une chaîne de magasins de produits écologiques dans les grandes villes s'est poursuivi. 5 coopératives de café biologique ont également bénéficié d'une consolidation de leurs fonds de commercialisation. Des associations de producteurs de piments, de miel, de porcs, de cacao, de sésame et de bananes ainsi que d'éleveurs de mouton ont bénéficié d'un appui de SOS Faim.

### Equateur : 17 coopératives de micro-crédit

Le partenariat avec l'ONG CAAP – Centro Andino de Accion Popular- vise le renforcement institutionnel et financier de coopératives rurales d'épargne-crédit. Ces dernières années, 17 petites et moyennes coopératives rassemblant plus de 67.000 membres, ont été soutenues. Celles-ci sont en croissance constante et s'avèrent être des outils particulièrement bien adaptés pour délivrer des services financiers dans les zones rurales équatoriennes.

### Pérou : un appui global aux organisations paysannes

Le gouvernement en place n'a guère développé de politiques en faveur du secteur rural et agricole, et encore moins pour développer la petite agriculture. C'est plutôt au niveau de certains gouvernements régionaux ou municipaux que l'on peut trouver des politiques de soutien à l'agriculture. L'appui de SOS Faim a d'autant plus été important pour ses 20 partenaires.

Sur un premier axe d'intervention, SOS Faim, en plus de l'action du FOGAL, renforce l'accès au financement rural de 7 entités opérant dans la microfinance et regroupant plus de 80.000 membres. Ces institutions ont octroyé quelques 21.000 prêts, en augmentation de 72 % par rapport à 2007, pour des montants dépassant les US\$ 25.000.000. Les coopératives d'épargne crédit ont fait de gros efforts pour accompagner leur croissance par une forte mobilisation de l'épargne de leur membres (+417 %). Les indicateurs relatifs à la qualité du travail effectué par les différentes IMF sont excellents et ont évolué au-delà des attentes, témoignant ainsi d'une très bonne gestion de ces institutions.

Les céréales jouent un rôle important dans l'alimentation des producteurs et dans les



Bolivie : Les céréales locales restent l'essentiel de l'alimentation.

stratégies de sécurité alimentaire. Leur vente est principalement tournée vers le marché local, sauf le quinoa que les producteurs, après en avoir gardé une partie (10-15 %) pour leur autoconsommation, exportent. SOS Faim vise l'appui à 4 organisations de producteurs de céréales des régions andines. Ces OP se situent dans des zones extrêmement pauvres des Andes péruviennes et leurs conditions d'évolution sont difficiles. Les OP ont évolué positivement pour ce qui est de la qualité de leurs produits et ont fait des progrès en capacités de gestion, mais, hormis pour l'une d'entre elles, l'évolution de leurs ventes n'est pas encore assurée.

SOS Faim est impliquée depuis plus de 10 ans dans deux filières agricoles, le café et le cacao. Tournées vers l'exportation, ces filières ont été redynamisées par l'action des coopératives de production. En plus de moyens financiers octroyés aux institutions de microfinance du secteur, SOS Faim travaille avec l'association CAFE CACAO PERU qui fournit de l'assistance technique à ses 11 coopératives membres (12.000 familles) et renforce les fonds de commercialisation de 5 d'entre elles. Le partenariat avec Cafe Cacao Peru a visé le renforce-

ment institutionnel de ses coopératives, son programme de transition vers l'agriculture biologique, la reforestation, l'amélioration de la qualité du café, et la diversification des cultures et sources de revenus, notamment via des potagers au niveau de chaque famille et l'élevage de cochons d'Inde.

SOS Faim poursuit sa collaboration avec la coopérative d'éleveurs de camélidés COOPECAN, formée par 7 organisations régionales (plus de 11.000 membres).

2 appuis concernent le renforcement de la capacité des acteurs ruraux péruviens à se faire entendre des responsables politiques. D'une part, CONVEAGRO, la coupole nationale qui regroupe les 54 fédérations de petits producteurs du pays, dont plusieurs sont ou ont été des partenaires de SOS Faim, et, d'autre part, APPCACAO, l'association nationale des producteurs de cacao ont pu, avec le soutien de SOS Faim, mobiliser leurs membres en vue d'analyser leurs situations et formuler des propositions de valorisation de leurs secteurs respectifs.

# L'Afrique

**SOS Faim Belgique et Luxembourg agissent en commun sur le continent africain. Le renforcement des organisations paysannes et l'appui en faveur de l'accès au crédit pour les plus pauvres demeurent les deux piliers principaux des partenariats noués sur le continent.**

## À travers les frontières

Lors de la 9<sup>e</sup> édition de la FIARA (Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales) co-organisée, début décembre, par le CNCR (Conseil National de Concertation des Ruraux) et le ROPPA, SOS Faim a pris en charge 15 stands mis à profit par les organisations paysannes sénégalaises et ouest-africaines pour présenter leurs produits et envisager une commercialisation à l'échelle régionale.

L'APESS (Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane) promeut la mise en œuvre de réalisations novatrices visant l'amélioration des conditions de vie des éleveurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre (cultures fourragères, aménagement de l'espace, sélection d'animaux...): suivi des activités des éleveurs et formations ont été, cette année encore, facilités par le soutien de SOS Faim.

## Épargne et crédit au Bénin

L'appui au RENACA, le Réseau National des CAVECA (Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit Autogérées) se poursuit au Bénin, favorisant la croissance du réseau qui a gagné 10 000 membres en un an. SOS Faim est très présente aux côtés du RENACA pour accompagner ses principaux défis stratégiques: croissance, professionnalisation et autonomisation financière du réseau.

## Cameroun : soutien diversifié au milieu rural

SOS Faim soutient l'organisation paysanne du nord du pays, NOWEFOR, à travers un programme de développement concentré sur trois filières productives, porcs, poulets et cultures maraîchères. Les 14 Unions de Producteurs membres de NOWEFOR ont bénéficié de l'appui technique, logistique et organisationnel et s'en sont trouvées renforcées. Les producteurs bénéficiaires du programme ont ainsi augmenté leur capital physique, naturel, économique et social.



© SOS Faim-X. Delwarte

*Dans le contexte de changement climatique, les céréales locales, nutritives et moins gourmandes en eau, méritent d'être valorisées.*

L'appui de SOS Faim à l'ACDIC a porté sur la poursuite de la campagne « *souveraineté alimentaire* » et le renforcement institutionnel de l'association. Des activités de lobbying accompagnées d'une vaste couverture médiatique ont amené l'ACDIC à maintenir la pression sur l'Etat afin que celui-ci accorde plus d'importance au développement de l'agriculture familiale au Cameroun.

Le journal édité par le SAILD, La voix du paysan, bénéficie toujours d'un appui de SOS Faim.

## République démocratique du Congo : objectif, sécurité alimentaire

Au Sud Kivu, le programme d'appui à la sécurité alimentaire s'est concrétisé par la distribution à crédit de semences, de boutures de manioc, de plants de pommes de terre et de chèvres, l'achat d'équipements agricoles, la mise sur pied d'un programme de compostage au niveau des ménages, la formation de 75 animateurs.

En parallèle, d'autres appuis organisationnels et techniques ont visé une amélioration du cadre de travail des organisations de producteurs.

Le programme de l'institution de microfinance PAIDEK s'est poursuivi par un renforcement des agents et par une consolidation des activités qui ont eu pour conséquence d'améliorer la santé du portefeuille tout en octroyant 3.382 crédits s'élevant en moyenne à 1.669 US\$. L'ensemble de la clientèle se stabilise à 10.700 personnes.

L'action d'appui des organisations paysannes entreprise par le CENADEP dans le Bas-Congo s'est poursuivie avec La Coopec Mayombe qui a été renforcée institutionnellement par l'élaboration d'un plan d'affaire de cinq ans bénéficiant de l'accompagnement d'un expert en micro finance. L'accompagnement aux OP a été poursuivi par des appuis en équipements de transformation des produits agricoles et en outils de gestion collectifs. La mise en service d'un camion a rehaussé la mobilisation des OP dans la commercialisation.

## Partenariats

Le CENADEP a également créé des centrales de service pour faciliter les opérations commerciales.

La publication de «*La Voix du paysan congolais*» a été redynamisée grâce à l'appui de SOS FAIM. Cet outil est considéré par tous les partenaires d'appui au mouvement paysan en RDC comme un instrument de base du plaidoyer.

### Les succès de la Microfinance en Éthiopie

Après Buusaa Gonofaa en 2008, c'est Harbu MFI, un autre de nos partenaires qui a été récompensé par le Prix Européen de la microfinance pour 2010. SOS Faim se félicite de cette reconnaissance qui salue le travail de l'IMF ainsi que, d'une certaine façon, l'accompagnement de SOS Faim dans le projet phare de Harbu qui lui a valu cette distinction: le financement de la filière soja dans la région de Jimma. Une petite unité de transformation adaptée a été cédée sous forme de crédit- leasing à un groupe de femmes par l'IMF qui octroie également des crédits aux producteurs, aux coopératives et aux groupes de femmes pour financer les fonds de roulement: la production de lait de soja a démarré en 2010.

De son côté, Buusaa Gonofaa a été en mesure de tirer les premiers enseignements de l'outil de suivi de performance sociale qui lui a valu sa distinction en 2008, où il apparaît qu'une part non négligeable de ses clients a vu son statut économique progresser sensiblement au cours des deux dernières années.

En 2010, une autre IMF partenaire, SFPI, a ouvert deux nouvelles agences et a contribué à la mise en place de quatre caisses villageoises destinées à permettre aux populations rurales les plus isolées d'accéder à des services financiers à coût abordable. En parallèle, l'IMF a développé de nouveaux produits de crédit et a tissé des partenariats avec des associations locales afin de faciliter l'accès au crédit pour des jeunes diplômés qui souhaitent lancer leur activité.

### Érythrée: valoriser les pluies pour la production des céréales locales

L'année 2010 a été consacrée principalement à des travaux d'entretien, réparation et amélioration sur deux sites de retenue d'eau destinée à la production de céréales

vivrières locales, le mil et le sorgho. Des parcelles de démonstration d'innovations agronomiques ont également été installées sur deux autres sites. Un «*farmers' day*» a réuni des paysans issus de l'ensemble des huit sites aménagés avec l'appui de SOS Faim. L'avantage induit par les retenues d'eau est estimé à 210,5 tonnes de grains et 374.900 bottes de tiges de mil et de sorgho.

### Faire reculer l'insécurité alimentaire au Niger

Les partenaires de SOS Faim au Niger ont travaillé dans un contexte difficile en 2010, marqué par une nouvelle crise alimentaire et une importante crise politique: pas moins 47,7 % de la population a été touché par l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure, soit plus de 7 millions de personnes.

SOS Faim a entamé cette année l'appui au plan d'action triennal de la Fédération des unions des coopératives de producteurs de Riz (FUCOPRI) pour renforcer la gestion comptable et financière des coopératives où des progrès continus sont constatés. Ayant désormais accès à des crédits bancaires, les producteurs échappent à l'emprise des commerçants: l'économie qu'ils réalisent sur l'achat d'intrants augmente les revenus de 21 000 membres et de leurs familles!

A partir de 2010, l'appui de SOS Faim à Mooriben (62 000 membres) s'intègre dans le plan opérationnel global de l'organisation, et se focalise sur le dispositif d'épargne/crédit et les questions d'information / communication. Le plan d'action en cours doit notamment améliorer l'accès aux services financiers des membres, et faciliter la circulation de l'information au sein de la Fédération, dans un contexte d'enclavement géographique important.

### Mobilisation pour la terre au Mali

La problématique de «*l'accaparement des terres*» touche particulièrement le Mali: tant le SEXAGON que la CNOP ont mis l'accent sur le «*plaidoyer foncier*» pour réagir à la pression que font peser de gros investisseurs sur la zone de l'Office du Niger.

En 2010, le SEXAGON s'est attelé à une réflexion autour du projet «*Paysan Investisseur*», et à la sensibilisation en vue de l'augmentation du sociétariat des coopératives du réseau COPON. Au 31

## Riz: l'apprentissage de la commercialisation avec le FAIR

Les riziculteurs de la zone Office du Niger ont commencé à bénéficier du projet FAIR qui leur octroie des crédits adaptés à leurs besoins, à court et moyen terme (respectivement 79 % et 21 % des montants totaux accordés). Grâce à la rotation des crédits depuis le démarrage du programme, le montant total des octrois s'élève à 1 854 001 791 FCFA fin 2010, avec un taux de remboursement de 98 %. De plus en plus organisés grâce à un effort de structuration, d'organisation et de gestion des coopératives, des unions et de leur fédération, les riziculteurs ont pu valoriser leur production à travers les mini rizeries: un riz marchand de meilleure qualité a été produit et on a pu éviter un bradage de la production lors de ventes précoces à la récolte.

Plus de 885 T de riz ont été transformées dont il est resté un stock invendu de 338,5 T en raison de différents facteurs. Des enseignements ont été tirés pour améliorer la campagne 2011. Cette première campagne de transformation/commercialisation se solde donc par un résultat «*blanc*» mais a été un bon exercice d'apprentissage des négociations commerciales. L'étude «*Paysans investisseur*» qui a démarré, en collaboration avec l'ULB et l'expert international Marcel Mazoyer, travaille sur la fixation du prix de revient du riz et sur l'approvisionnement en engrais. Enfin, la CNOP, en tant que accompagnateur et facilitateur, s'est engagée dans un processus de labellisation du riz malien en responsabilisant ses fédérations membres dans la conduite de ce projet.

décembre 2010, on totalisait 70 coopératives de base réunissant 895 membres. Elles sont regroupées en 5 Unions et une fédération.

## Partenariats

### Les paysans du Burkina Faso plus forts

La hausse du prix des céréales sur le marché international fragilise la situation alimentaire des populations à faibles revenus.

L'appui de SOS Faim à l'ONG APIL (Action pour la Promotion des Initiatives Locales) a permis le développement de maraîchage irrigué dans trois communes. Au total, 375 paysans ont été dotés de l'équipement indispensable pour développer une activité maraîchère rentable et ont également bénéficié de formations en techniques maraîchères. Ils apprécient de savoir désormais remplacer les intrants chimiques par de la fumure organique fabriquée par eux-mêmes: les rendements ne se sont pas détériorés et ils enregistrent d'importantes économies!

Le Réseau des Baoré Tradition Epargne Crédit (RBTEC) a été rebaptisé Union des BTEC (UBTEC). Sa croissance se poursuit: l'Union compte 13 123 membres (+5,6% par rapport à 2009) et les dépôts (épargne) ont augmenté de 25%. Avec l'appui de SOS Faim a été engagée une réflexion sur la maîtrise de cette croissance qui a abouti à la réalisation du premier plan d'affaire de l'IMF.

L'année 2010 marque la fin de l'appui financier de SOS Faim à l'IMF PRODIGIA qui a fait la preuve de sa capacité d'autonomie et qui a gagné la confiance d'une banque commerciale, laquelle lui a concédé un prêt sans exiger de garantie extérieure. Un véritable aboutissement!



© SOS Faim- ML

*Les femmes jouent un rôle essentiel dans l'alimentation des familles.*

### Le Sénégal et l'avenir des exploitations familiales...

Alors que les enjeux agricoles restent négligés par les politiques, la FONGS, l'une des plus importantes organisations paysannes sénégalaises, a organisé avec le CNCR un forum international sur le thème « *Comment les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal?* ». Les résultats de ce forum ouvrent de nouvelles perspectives pour les mouvements paysans du pays.

Par ailleurs, constatant le manque de semences de qualité, les associations membres de la FONGS développent des initiatives de multiplication de semences, sur les filières riz, arachide et céréales locales avec l'appui de SOS Faim. Ces dispositifs, à présent agréés par l'État, ont permis de constituer autour de 20% des semences de riz et de céréales locales disponibles sur le territoire national. Grâce à leur qualité, les rendements ont augmenté.

Depuis 5 ans, SOS Faim appuie également le Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) qui est un programme national de la FONGS visant à développer les activités économiques de ses membres et propose aux paysans des crédits adaptés: plus longs (étalés sur plusieurs années) et moins cher (12% d'intérêt par an alors que les micro-crédits classiques peuvent avoir un taux de 27%). Depuis le début du programme, c'est un montant de 537.000 EUR qui a pu être libéré en faveur de 257 paysans.

Enfin, dans la région de Fatick, un nouveau fonds de crédit mis en place par SOS Faim a pour objectif de renforcer les capacités financières des femmes entrepreneurs: un groupe cible constitué essentiellement de femmes à faibles revenus, membres de groupements féminins et porteurs de projets économiques a été mis en place. Plus de 200 projets ont été financés depuis 2010.

## La lutte contre l'insécurité alimentaire grâce à des greniers villageois




174 Greniers de sécurité alimentaire (GSA) ont bénéficié d'un important fonds de roulement (475 035 Euros) pour la campagne 2009-2010, soit une moyenne de 2 730 Euros par GSA. Les GSA ont ainsi pu s'approvisionner en céréales et autres denrées alimentaires. L'appui de SOS Faim a également permis de renforcer la formation de tous les acteurs du Réseau des GSA. Certains des objectifs fixés ont même pu être dépassés. Ceci a permis d'accroître la couverture des besoins alimentaires des populations desservies, comme l'a souligné l'évaluation externe du programme réalisée par des consultants du COTA. Ces derniers ont salué « *l'excellente durabilité du projet du point de vue politique, socio-culturel et institutionnel* ». Leur analyse a démontré la pertinence des résultats obtenus pour réduire l'insécurité alimentaire. Ils ont estimé à 500 000 le nombre de personnes ayant accès aux GSA. Ils ont également souligné l'importance des campagnes de sensibilisation pour une alimentation équilibrée: les GSA commercialisent désormais jusqu'à vingt-huit produits alimentaires différents (contre trois maximum en 2002).

# Géographie des partenariats

## Pérou

-  **RONDESA**  
Coopérative d'épargne et de crédit
-  **CREDINARAN JILLO**  
Coopérative d'épargne-crédit
-  **PERENE**  
Coopératives de café
-  **CREDIFLORIDA**  
Coopérative d'épargne-crédit
-  **CECVSI**  
Centrale des entreprises paysannes de la Vallée sacrée
-  **CCCCH**  
Centrale des Communautés Paysannes de Chumbivilcas
-  **VALLE INCAHUASI**  
coopérative de café
-  **MIDE**  
Microcredito para el Desarrollo – La Chuspa
-  **ACCCR**  
Centrale des Communautés Paysannes de Ranracancha
-  **LOS ANDES**  
Coopérative d'épargne et de crédit
-  **ASCEMPROMUL**  
Association de producteurs de quinoa de Cabana
-  **SAN SALVADOR**  
Coopérative d'épargne-crédit
-  **SAN JUAN DEL ORO**  
Coopérative de café
-  **ASSOCIATION CAFE-PERU**  
Centrale des organisations de producteurs de café et de cacao du Pérou
-  **APPCACAO**  
Association Nationale des producteurs de cacao
-  **COOPECAN**  
Coopérative des éleveurs de camélidés
-  **CONVEAGRO**  
Convention Nationale du secteur agricole
-  **CIDERURAL**  
Coopérative d'épargne-crédit de développement rural
-  **FOGAL**  
Fonds de Garantie Amérique Latine
-  **INKAFE VRAE**  
Coopérative de café
-  **SAN CARLOS**  
Coopérative de café

## Équateur

-  **CEPESIU**  
Centre de Promocion y Empleo
-  **CAAP**  
Centro Andino de Acción Popular
-  **FOGAL**  
Fonds de Garantie Amérique Latine

## Bolivie

-  **AOPEB**  
Association des Organisations de Producteurs Biologiques de Bolivie
-  **OEPAIC**  
Réseau des Organisations d'Artisans
-  **FINCAFE**  
Services financiers au secteur café
-  **COMART**  
Communauté d'artisans Tukuyupaj
-  **CENCOOP**  
Centrale de producteurs de café de Coroico
-  **ANTOFAGASTA**  
Coopérative de café
-  **MEJILLONES**  
Coopérative de café
-  **PRO RURAL**  
ONG de développement
-  **BANABENI**  
Union des producteurs de bananes
-  **UNIARTE**  
Association d'artisans
-  **AAA**  
Association d'artisans andins Ayllu Majasaya
-  **PROTAL**  
Association de producteurs Coraca
-  **ARAO**  
Association rurale des artisans d'Oruro
-  **INKA PALLAY**  
Association d'artisans
-  **AGROCENTRAL**  
Centrale de coopératives agricoles
-  **AAT**  
Association des artisans de Tazara
-  **ARTE HOGAR**  
Association d'artisans
-  **FOGAL**  
Fonds de Garantie Amérique Latine
-  **CIAPEC**  
Coopérative de café
-  **Union PROAGRO**  
Coopérative de café

### Légende




INSTITUTIONS DE MICROFINANCE





ORGANISATIONS PAYSANNES



AUTRES

 Partenaire appuyé par SOS Faim Belgique

 Partenaire appuyé par SOS Faim Luxembourg

 Partenaire appuyé par SOS Faim Belgique et Luxembourg

### Sénégal



**FONGS**  
Fédération Nationale d'Organisations Paysannes



**PDIF**  
Programme de Développement Intégré de Fatick



**CNCR**  
Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux



**FAPAL**  
Fédération des Associations de Producteurs de Louga



**EGAB**  
Entente des Groupements Associés de Barkedji



**UJAK**  
Union des Jeunes Agriculteurs de Koyli Wirnde



**ADAK**  
Association pour le Développement des Agriculteurs de Kaolack



**ARB**  
Association pour la Redynamisation du Boundou



**FIARA**  
Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales

### Érythrée



**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE**

### Éthiopie



**FC**  
Facilitators for Change



**DECSI**  
Dedebit Credit and Saving Institution



**SFPI**  
Specialized Financial Promotional Institution



**AVFS**  
African Village Financial Services



**BUUSA GONOFAA**



**HARBU Microfinance**

### République du Congo



**CAPPED**  
Caisse de Participation à la Promotion des Entreprises et à leur Développement



**FJEC**  
Forum des Jeunes Entreprises du Congo

### République Démocratique du Congo



**PAIDEK**  
Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Economique du Kivu



**CENADEP**  
Centre National d'Appui au Développement et à la Participation populaire



**GAMF**  
Groupe d'Acteurs de Microfinance du Sud Kivu



**TGD**  
Tout pour le Genre dans le Développement



**AK-CR ONGD**  
Consortium 'Les Amis de Kivu Conseil Régional des ONG de Développement du Sud-Kivu'

### Mali



**CNOR**  
Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali



**SEXAGON**  
Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger



**KAFO JIGINEW**  
Réseau des Organisations de Producteurs et de Paysans d'Afrique de l'Ouest



**SEXAGON KAFO JIGINEW (FAIR)**  
Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales

### Burkina Faso



**FNGN - RGSA**  
Fédération Nationale des Groupements NAAM - Réseau des greniers de sécurité alimentaire



**FNGN - RBTEC**  
Fédération Nationale des Groupements NAAM - Réseau des Baoré Tradition Epargne Crédit



**CPF**  
Confédération Paysanne du Faso



**APIL**  
Association pour la Promotion des Initiatives Locales



**PRODIA**  
Promotion du Développement Industriel Artisanal et Agricole



**SACCA**  
Service d'appui Conseil aux Coopératives Artisanales



**APESS**  
Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane



**ROPPA**  
Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest

### Bénin



**RENACA**  
Réseau National des Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit Autogérées

### Cameroun



**SAILD**  
Service d'appui aux initiatives locales de développement



**ACDIC**  
Association Camerounaise de Défense des Intérêts des Citoyens



**NOWEFOR**  
North West Farmer's Organization

### Niger



**MOORIBEN**  
Fédération des Unions de Groupements Paysans du Niger



**FUCOPRI**  
Fédération des unions coopératives de producteurs de Riz

# SOS Faim met les céréales au menu !

Un Séminaire régional sur le développement des filières céréalières en Afrique de l'Ouest s'est tenu à Ouagadougou du 23 au 25 novembre 2010 à l'initiative de SOS Faim, associée au ROPPA : une initiative inédite et essentielle pour la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest.



© SOS Faim - ML

Un séminaire centré sur l'avenir des céréales en Afrique de l'Ouest et ancré dans les réalités paysannes.

Un défi majeur se profile en Afrique de l'Ouest: trouver les solutions en vue de nourrir une population appelée à doubler dans les 30 prochaines années, dans un contexte d'explosion urbaine. Face à ce défi, SOS Faim a souhaité inscrire la problématique céréalière de la région à l'agenda de ses partenaires, organisations paysannes (OP) des différents pays de la région. Compte tenu du poids des céréales dans les économies alimentaires, dans les systèmes de production, et enfin dans les échanges régionaux, elles constituent un des principaux enjeux au regard des objectifs de souveraineté alimentaire affichés par les OP régionales et le ROPPA, le Ré-



© SOS Faim - ML

Les échanges d'expériences paysannes enrichissent les organisations.

seau des Organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest.

Plus de 70 participants ont ainsi pris part au Séminaire, dont une vingtaine de partenaires de SOS Faim. L'enjeu était de déterminer les conditions nécessaires pour que les agricultures ouest africaines puissent relever le défi de l'approvisionnement céréalière régional, conformément à l'ambition affichée par les Organisations paysannes et inscrites dans la politique agricole régionale, l'ECOWAP: assurer la souveraineté alimentaire régionale. Le but est ainsi de renforcer la contribution des OP et du ROPPA à la mise en œuvre de l'ECOWAP dont les orientations et le contenu ont été fortement influencés par le ROPPA.

## Focus

La crise alimentaire induite par la hausse des prix en 2007-08 a mis en exergue les risques d'une trop grande dépendance alimentaire à l'égard des importations du marché mondial. Alors que l'économie productive régionale repose principalement sur l'agriculture, la région n'en importe pas moins une part importante de ses besoins alimentaires, essentiellement des produits concurrents de ses productions locales (céréales, lait, viandes, huiles). Les céréales (mil, sorgho, maïs et riz) constituent dans le Sahel la base de l'alimentation des populations. La promotion des céréales représente par conséquent un enjeu majeur tant en termes de sécurité alimentaire, d'amélioration de la balance commerciale agroalimentaire, de développement agricole et d'amélioration des revenus paysans, de dynamisation du commerce régional, etc.



Les femmes, gardiennes des greniers de sécurité alimentaire.

Le séminaire se voulait un moment fort de partage et de discussion des initiatives et expériences des OP, sur base de réflexions et d'analyses produites par le bureau d'experts Issala. Les initiatives de dix OP ont pu être renseignées et valorisées (partenaires de SOS Faim, autres OP reconvenues comme disposant d'une expérience avérée). Après avoir partagé un diagnostic sur le déficit de production céréalière et sur l'important potentiel qui reste à exploiter, le séminaire a débouché sur une série de recommandations qui constitueront un nouveau fondement pour le développement de l'agriculture en Afrique de l'Ouest. « *Moderniser sans exclure* », telle est l'objectif que se fixent les OP, car il ne sera pas possible de nourrir les populations d'Afrique de l'Ouest sans les petits producteurs et pas davantage sans la mise en place de politiques agricoles cohérentes. Animés par le bureau Issala, les débats ont



Séminaire « Céréales », un temps de réflexion avant l'action.

rappelé que la préférence communautaire sur le commerce des céréales et le soutien des prix avaient constitué les deux piliers sur lesquels l'Union européenne a pu forger le développement de sa souveraineté alimentaire et de ses exportations. « *La modernisation de l'agriculture ne pourra passer que par un soutien massif aux revenus des producteurs* », ont conclu les participants. En conséquence, les OP sont déterminées à faire remonter leurs revendications jusqu'à leurs gouvernements et les pressent de faire de l'agriculture un moteur de développement.

Grâce au travail de synthèse et de mise en perspective de l'information réalisée par Issala, le séminaire constitue un apport décisif pour les différentes catégories d'acteurs de la région, ainsi que pour les partenaires de la Communauté internationale. Le caractère inédit de cette démarche initiée par SOS Faim est notamment lié à une couverture de l'ensemble des thèmes relatifs à la céréaliculture, et de la liaison réalisée entre les données macroéconomiques et les initiatives des organisations paysannes. La qualité du contenu produit, celle des contributions des partenaires de SOS Faim qui témoigne de leur confiance à notre égard, ont fait de ce séminaire un succès.

Une capitalisation de l'ensemble des contributions du séminaire, sous la forme « *d'actes* », est programmée et sera réalisée dans le courant de l'année 2011. Sur le plan politique, une réflexion est prévue autour d'un plaidoyer commun ONG – OP, vis-à-vis de la CEDEAO, afin de promouvoir l'idée d'expérimenter les instruments financiers de l'ECOWAP au bénéfice de quelques OP innovantes de la sous-région.

### Répartition des transferts montants alloués en € par pays en 2010

**Total général** 6.060.984

**Total Afrique** 4.440.251

Erythrée 13.030

République du Congo 76.936

Bénin 127.000

Niger 201.600

Cameroun 224.926

Afrique de l'Ouest autres 283.193

Éthiopie 317.188

Mali 568.374

République dém. du Congo 680.542

Sénégal 708.036

Burkina Faso 1.239.426

**Total Amérique latine** 1.620.733

Amérique latine autres 89.237

Equateur 144.880

Bolivie 472.620

Pérou 913.996

# Au Nord, priorité à la sensibilisation et à l'information du public

La connaissance et la compréhension des manifestations et des causes du sous-développement rural dans les pays du Sud et l'engagement pour un monde plus juste et plus durable sont les différentes étapes de la concrétisation du second objectif poursuivi par SOS Faim. Un réel changement dans les conditions de vie des populations rurales ne pourra résulter que du dynamisme de ces dernières, conjugué à des modifications dans les rapports que nos pays entretiennent avec les pays du Sud. C'est à ces modifications que contribuent les actions de SOS Faim au Nord.

## SOS Faim poursuit à cet égard trois objectifs :

LES CITOYENS belges et luxembourgeois doivent être informés et sensibilisés aux enjeux du développement de l'agriculture et des organisations paysannes dans les pays du Sud. Cette ambition débouche sur un engagement pour la défense des intérêts et des positions des acteurs ruraux afin que leurs revendications soient mieux prises en compte par les politiques qui les concernent. Le grand public mais aussi les lycéens –au Luxembourg- et les étudiants de l'enseignement supérieur inscrits dans des disciplines liées aux enjeux de coopération au développement (économie, agronomie, etc...) –en Belgique- constituent les publics cibles. Tandis que les deux SOS Faim s'efforcent de relayer un message assez large, SOS Faim Belgique met en plus en place des activités permettant d'approfondir les thématiques et de conduire à des opérations de mobilisation de publics sensibilisés.

SÉMINAIRES ET RENCONTRES sont organisés pour mettre en débat les initiatives de nos partenaires auprès des acteurs de la coopération au développement, tels que les responsables administratifs de la coopération, les agences nationales (belges ou luxembourgeoises) et internationales, les organisations partenaires du Sud, etc...

LES APPROCHES ET LES POSITIONS des partenaires de SOS Faim sont relayées auprès des décideurs politiques belges, luxembourgeois et internationaux en vue d'influencer les politiques qu'ils mettent en œuvre et afin qu'ils prennent en compte les intérêts de ces mêmes partenaires. Cette démarche vise les élus, mais aussi leurs assistants, les partis politiques, leurs centres d'étude, les responsables admini-



Un relais des positions des organisations paysannes jusqu'au Parlement européen.

nistratifs de la coopération au développement, etc...

## Des publications communes

Les deux SOS Faim collaborent depuis longtemps à la réalisation et la diffusion d'outils d'information. Quatre outils sont tout particulièrement destinés aux décideurs et aux professionnels du développement :

DÉFIS SUD, édité à destination des décideurs belges, luxembourgeois et européens en matière de développement, concentre son projet éditorial sur les enjeux du développement rural du Sud, y compris la présentation des positions des acteurs ruraux. Défis Sud a publié six dossiers thématiques

consacrés au développement rural. Concrètement ces dossiers ont traité : de l'avenir de l'élevage africain ; des activités non agricoles et territoires ruraux ; des nouveaux acteurs de la microfinance ; du Nigéria, de l'implication des paysans dans les politiques européennes ; de la biodiversité.

EN COLLABORATION avec l'association française Inter-Réseaux sont réalisés un bulletin de veille électronique sur la thématique de la souveraineté alimentaire. Ce bulletin propose 8 éditions annuelles et est diffusé auprès des 6.500 abonnés intéressés par les questions du développement rural et impliqués professionnellement dans cette thématique.

## Information

À l'objectif de mise en débat répondent deux publications, l'une consacrée à la microfinance (Zoom microfinance) et l'autre à la capitalisation et la restitution des expériences de développement rural orchestrées par nos partenaires (Dynamiques Paysannes).

LES DEUX NUMÉROS de Dynamiques paysannes de l'année 2010 ont été consacrés à des expériences de diffusion de l'information paysanne: au Cameroun, avec le journal *La voix du Paysan* et au Niger, avec les radios de Mooriben. Cette publication compte plus de 1000 lecteurs.

ZOOM MICROFINANCE paraît également en trois langues et est diffusé auprès de 900 destinataires dans 55 pays différents. Ses numéros 2010 ont traité de programmes de financement ruraux au Sénégal et au Burkina Faso, mais aussi de la microfinance en contexte de grande instabilité politique avec une présentation du PAIDEK au Kivu, province de la République démocratique du Congo.

Pour informer et sensibiliser un public plus large, SOS Faim entretient un site internet qui présente les actions de ses partenaires et répercute leurs initiatives et celles qu'elle met en œuvre en Belgique et au Luxembourg. Plusieurs milliers de visiteurs consultent annuellement le site de SOS Faim Belgique dont l'arborescence a été revue et étoffée courant 2010 et qui est devenu le site commun à la mi-2011. Le nombre de ces visites et leur durée moyenne sont en constante croissance par rapport à 2009.

### Des images pour informer

La seconde édition du festival *Alimenterre* organisé par SOS Faim Belgique a tenu ses promesses et a fait l'objet de décentralisations à Namur et Arlon. La dizaine de projections organisée est suivie de débats entre les réalisateurs, des partenaires et des représentants du monde agricole belge.

De son côté, SOS Faim Luxembourg a initié un festival en consortium avec d'autres ONG du Grand Duché et dédié aux Objectifs du Millénaire pour le Développement. A chaque OMD était consacrée une soirée avec la projection d'un film suivie d'un débat. Cette première édition de *Cinéma du Sud* a été assortie d'une belle couverture médiatique qui, à mi-parcours, a permis



© SOS Faim-AK

*Entre permanents et bénévoles, des complicités pour valoriser les organisations paysannes.*

de mettre les OMD au devant de la scène. L'initiative sera reconduite en 2011.

Convaincu de l'importance de l'outil documentaire, SOS Faim Luxembourg a réalisé deux films sur le thème de la microfinance en milieu rural. En 10 mn, «*La terre ne suffit pas!*» est destiné au milieu scolaire pour expliquer l'utilité et le fonctionnement des institutions de microfinance en se basant sur le travail de Kafo Jiginew au Mali. A partir du même tournage auquel se sont ajoutés deux autres exemples en Éthiopie avec Buusaa Gonofaa et au Burkina Faso avec les U-BTEC, le service information de SOS Faim Luxembourg a réalisé un film institutionnel intitulé *Nos partenaires ont du talent!* sous-titré «*La Microfinance au village*». Ce documentaire de 30mn décline le thème de la microfinance comme outil de lutte contre la pauvreté en milieu rural. Il a été diffusé à plusieurs reprises devant le grand public, dont une fois en avant-première devant 150 personnes venues assister à une soirée entièrement consacrée à la microfinance à travers le travail de l'U-BTEC.

Au départ de SOS Faim Belgique, une importante réalisation audiovisuelle a été menée à bien, par la chaîne Canal C, à la demande et en collaboration étroite avec la Fédération paysanne sénégalaise, la FONGS, qui a par ailleurs participé à son financement. Cette réalisation, consacrée

à la question de savoir si «*Les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal?*» a été déjà projetée devant plus de 1.000 personnes, à l'occasion du Forum organisé sur cette question par la FONGS et le CNCR, à Dakar. Plusieurs projections seront programmées en 2011 en Belgique et une version faisant davantage intervenir des agriculteurs belges sera également diffusée sur la chaîne coproductrice.

Cette même chaîne a été récompensée par le Festival international des Média Nord/Sud pour une réalisation coproduite avec SOS Faim sur le thème de la crise alimentaire: «*La crise alimentaire, une chance pour les paysans?*».

### La pédagogie au cœur de l'action

Les jeunes au Luxembourg continuent d'être un public prioritaire pour les actions de sensibilisation de SOS Faim. L'association confirme son rang référentiel auprès des enseignants du grand Duché qui s'adresse à elle pour des demandes d'information, de documentation et bien sûr pour animer des ateliers sur les thèmes de la microfinance, de la Souveraineté Alimentaire; ou encore de la consommation locale au Sud et au Nord. Une journée «*Découverte de l'Afrique*» a été organisée par les élèves d'un lycée privé qui avaient souhaité approfondir les thèmes traités à l'occasion des ateliers.



Le Commissaire Piebalgs et la députée E. Joly réceptionnent les pétitions européennes réclamant une valorisation du rôle des organisations paysannes.

Du côté de SOS Faim Belgique, deux cycles de conférences ont été mis sur pieds avec les hautes écoles et les facultés universitaires au départ d'interventions de nos partenaires. 650 étudiants y ont pris part. Une conférence sur la thématique des agro-carburants a été organisée au sein de l'Université libre de Bruxelles. Une quinzaine d'interventions ponctuelles dans les associations ou les institutions d'enseignement complètent ce travail d'information.

Pour tous ses supporters résidant en Belgique, SOS Faim poursuit la publication «*Dajaloo*» en y intégrant les recommandations tirées de l'évaluation de 2009. Actuellement, 6778 personnes reçoivent *Dajaloo* par la poste et 1136 personnes le reçoivent par email. Les thématiques reprises en 2010 ont concerné : le micro-crédit, les gaspillages, la consommation de viande, la campagne «*Imaginez un monde sans paysan*» et l'Éthiopie.

### Le plaidoyer, axe de changement

Sur la lancée de 2009, SOS Faim Belgique poursuit le travail de plaidoyer vis-à-vis des parlementaires UE et ACP, particulièrement dans le cadre de l'Assemblée Par-

lementaire Paritaire. Fort du succès de la démarche, trois nouvelles plates formes paysannes (PF) d'Afrique de l'Ouest (Guinée, Bénin, Togo) rejoignent la dynamique existante avec les PF du Mali, Niger, Burkina, et Sénégal, et des organisations du Nord : Vredeseilanden (Belgique) et le CFSI (France), concrétisent leur collaboration sur ces démarches. Au-delà du renforcement des liens et de la confiance des parlementaires dans les positions paysannes, le succès de cette démarche est enregistré au niveau des dispositions des résolutions prises dans cette Assemblée.

Deux résolutions majeures ont été adoptées en 2010, l'une et l'autre reprennent des propositions formulées par les organisations paysannes lors des lunch-débats et dans les contacts informels. Ces résolutions ont trait à l'impact financier et économique du changement climatique dans les pays ACP et à la sécurité alimentaire.

En Belgique, mais aussi au plan européen, de nouvelles dispositions réglementaires organisent le soutien à l'agriculture dans le cadre des politiques de coopération. Ces dispositions intègrent les visions portées par les organisations paysannes partenaires :

prioriser l'agriculture familiale, intégrer les organisations paysannes dans la définition et la mise en œuvre des politiques, promouvoir une agriculture durable.

### SOS Faim en campagne

La campagne 2010 de SOS Faim Belgique a interpellé les publics au départ de la question «*Imaginez un mode sans paysans*» avec comme objectif de sensibiliser au rôle des paysans pour relever le défi de la faim et la pauvreté.

SOS Faim a présenté cette campagne dans 11 manifestations publiques de grande ou moyenne envergure. La mobilisation proposée aux 4.000 visiteurs consistait à participer à la réalisation d'une mosaïque citoyenne représentant la phrase «*Relevons le défi de la faim avec les paysans*». En clôture de campagne, la mosaïque citoyenne a été exposée publiquement pendant trois semaines devant le parlement européen. SOS Faim a interpellé plusieurs parlementaires sur les engagements concrets de l'Union européenne en faveur de l'agriculture familiale.

## Information

### SOS Faim et les médias

À côté du travail avec les jeunes, la sensibilisation des médias constitue le deuxième axe fort du travail du service Information de SOS Faim Luxembourg. Organisation de conférences de presse, diffusion régulière de communiqués de presse, organisation de voyage presse à destination de l'une ou l'autre rédaction nationale comptent parmi les activités. A quoi s'ajoutent, pour la seconde année consécutive, un partenariat privilégié avec deux titres de la presse nationale qui prend la forme de « *chroniques mensuelles* » rédigés par nos soins pour attirer l'attention du public sur les thématiques qui nous sont chères.

Ces articles originaux sont ensuite capitalisés sur le blog pour la souveraineté alimentaire créé en 2010 à cette fin : <http://blog.sosfaim.org/>

Enfin, pour tenter de toucher le public le plus large possible, SOS Faim Luxembourg a, pour la seconde année consécutive, organisé les Journées SOS Faim qui, une fois par an, mettent en avant l'un de nos partenaires et ses actions. En 2010, c'est le travail de l'Union Baoré Tradition



© SOS Faim-ML

Partenaires de SOS Faim en conférence de presse à Luxembourg.

Epargne et crédits (U-BTEC) qui a été mis à l'honneur à travers la représentation d'une pièce de théâtre mettant en scène l'importance du microcrédit pour les paysans, et interprétée par les comédiens de la troupe ARCAN, venus du Burkina Faso pour l'occasion. 150 personnes ont assisté à cette représentation et partagé un dîner avec les membres de la troupe.

Outre ce rendez-vous à caractère festif, SOS Faim Luxembourg a proposé des conférences. En juin, sur le thème « *Se nourrir, un privilège ?* », l'intervention de Monsieur Olivier De Schutter, Rapporteur Spécial des Nations Unies pour le Droit à

l'Alimentation, a porté l'attention sur le défi de la faim dans le monde et rassemblé 80 personnes. En octobre, à l'occasion de la parution du livre « *Mordshunger* » (« *La faim tue* ») de Monsieur Jean Feyder, Ambassadeur du Luxembourg auprès des institutions internationales à Genève, SOS Faim a co-organisé une conférence qui a elle aussi attiré un large auditoire.

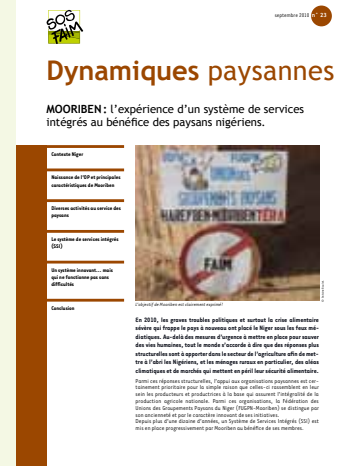
Avec la conférence intitulée L 'Afrique rurale : grande oubliée de la microfinance ?, l'autre thème majeur de SOS Faim a également touché le public à l'occasion d'une conférence de presse qui a réuni les principaux médias écrits, mais aussi audiovisuels du Grand- Duché. Ce même thème a été repris à l'occasion d'un atelier réunissant de nombreux professionnels de la Place financière.

### Un réseau toujours très actif

L'année 2010 a été marquée par l'engagement d'un grand nombre de bénévoles dans les groupes de travail au sein de SOS Faim Belgique: groupe campagne (34), comité de rédaction Dajaloo (10), festival AlimenTerre (20), groupe plaidoyer(14) et animation (45). Ces groupes permettent aux bénévoles de s'engager sur des contenus et de voir concrètement le fruit de leur apport et soutien à SOS Faim. Au-delà des stands, les bénévoles apportent à SOS Faim, des idées, des savoirs faire et apprennent en retour le fonctionnement d'une ONG, mais ont aussi l'occasion d'approfondir leurs connaissances sur les enjeux Nord-Sud.

Cet apport est double pour SOS Faim: d'une part, un travail utile pour l'association est effectué bénévolement et d'autre part ces interventions sont valorisées dans notre dossier de cofinancement, constituant une économie de fonds propres.

Fin décembre 2010, SOS Faim Belgique pouvait compter sur 80 bénévoles actifs dans le réseau, 215 personnes étaient potentiellement intéressées.



Des publications et des réalisations audiovisuelles au service des expériences paysannes.

# Des moyens financiers au service de nos ambitions et celles de nos partenaires

Les ressources financières des deux SOS Faim proviennent sensiblement des canaux identiques : une récolte de fonds auprès de milliers de donateurs, des héritages, des financements provenant de fondations et d'entreprises et des cofinancements nationaux et européens. Le tout au service des programmes de nos partenaires, surtout, et des activités menées en Europe dans le cadre de notre mission de sensibilisation et d'information.

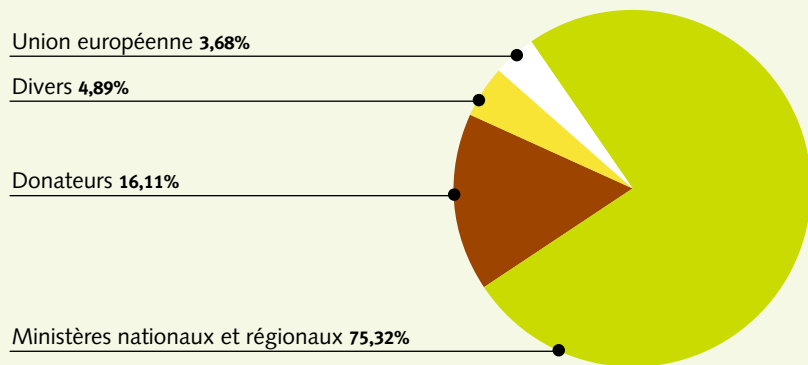
Même si les ressources financières enregistrées en 2010 sont globalement en retrait par rapport à 2009, retrait essentiellement enregistré à SOS Faim Luxembourg, les résultats financiers des deux associations sont tout à fait encourageants. Les dons des personnes physiques sont en légère progression (1.277.849€) alors que l'année fut encore traversée par les conséquences de la crise économique et sociale.

Les dons moyens ont augmenté en Belgique et au Luxembourg. Comme pour toute association, les donateurs assurent un financement indispensable à toute l'activité, ils contribuent également à la base sociale des deux entités. Il est à signaler également que respectivement plus de 40 % de la récolte de fonds en Belgique et 17 % au Luxembourg proviennent de donateurs effectuant un ordre mensuel permanent, ce qui assure une certaine prévisibilité aux recettes des associations.

Les recettes sur héritage, absentes cette année à Luxembourg et en recul en Belgique, sont pas essence fluctuantes. SOS Faim Belgique s'est associé à la démarche « *testament.be* » avec l'intention de renforcer les recettes en provenances des femmes et des hommes qui ont décidé de faire « *perdurer leur influence, même si elles ne sont plus là* ».

Ces dons et héritages sont essentiels pour la poursuite de nos activités puisque chaque action ne peut bénéficier d'un financement public qu'à partir du moment où elle est d'abord financée par les fonds propres des associations. Le ratio entre les appuis financiers aux partenaires et les donations est de 4,85€ versés aux actions Sud pour tout € reçu, et se situe dans la moyenne des dernières années. Les financements reçus des entreprises et fondations sont eux en recul par rapport à 2009.

## Sources de financement



La Fondation Raiffeisen de Belgique et la Loterie nationale belge ont appuyé SOS Faim Belgique. Au Luxembourg, SOS Faim Luxembourg a continué de bénéficier de dons substantiels de la Banque Raiffeisen de Luxembourg et de l'entreprise immobilière Codur. Le Corporate Funding Program rassemblant plusieurs dizaines d'entreprises belges engagées dans le financement d'actions dans les pays du Sud a contribué au financement pour un montant de 20.000€.

SOS Faim Luxembourg a reçu par ailleurs l'appui très précieux de plusieurs Villes et communes grand-ducales (Luxembourg, Pétange et Beckerich, notamment).

Les dotations des ministères nationaux respectifs sont, hors dotation exceptionnelle, stables. Les deux accords-cadres de SOS Faim Luxembourg cofinancés par le ministère des Affaires étrangères luxembourgeois et le programme triennal de SOS Faim Belgique cofinancé par la Direction générale au développement

se sont terminés à la fin 2010. A côté de ce programme, SOS Faim Belgique bénéficie aussi d'un financement de la part du Fonds belge pour la sécurité alimentaire et SOS Faim Luxembourg d'un mandat gouvernemental pour la mise en place d'une expérience-pilote en finance rurale au Mali (FAIR). L'ensemble des financements fédéraux s'élève à 4.701.386€, ce qui constitue, et de loin, le plus important apport financier pour SOS Faim Belgique et un montant record au plan historique. En raison du report du versement ministériel pour le FAIR, les financements publics en faveur de SOS Faim Luxembourg sont, eux, en recul par rapport à 2009.

Seul un programme, assuré par SOS Faim Luxembourg à l'est de la République démocratique du Congo, se poursuit actuellement sur fonds européens. Ceci réduit encore la quote-part de ce contributeur aux financements de nos activités. L'obtention des financements européens est de plus en plus difficile, la concurrence entre les pays et les associations étant de

## Les ressources



© SOS Faim – A. Grimberghs

Une agriculture familiale renforcée peut nourrir l'Afrique de l'Ouest.

plus en plus forte, pour une enveloppe financière qui ne croît pas.

### Un tissu de relations institutionnelles pour renforcer nos actions

Au fil des activités et des engagements, les deux associations se sont progressivement inscrites dans un réseau d'associations et de coupoles qui s'inspirent de leur vision et de leurs ambitions.

C'est ainsi que les deux SOS Faim sont des membres fondateurs de l'association française Inter-réseaux avec laquelle elles poursuivent un travail de mise en débat et de réflexion sur les organisations paysannes et le développement rural. Les deux associations sont également membres fondateurs de la Plate-forme européenne de microfinance dont les travaux approfondissent les débats sur cette modalité de financement du développement des activités économiques. À ce titre SOS Faim assure l'animation du groupe de travail sur la finance rurale. Afin de participer à la diversification des sources de financement de ses partenaires du Sud, SOS Faim Belgique et Luxembourg participent au capital d'Alterfin et, l'association belge fait partie du Comité de crédit qui a à se déterminer sur les demandes de cré-

dits. Bien évidemment, les deux SOS Faim sont membres de leur plate-forme nationale respective et à ce titre s'inscrivent dans une dimension européenne au travers de l'action de la coupole européenne « Concord ».

Au Luxembourg, SOS Faim est membre du Cercle des ONG et est active au sein de deux groupes thématiques (« politique »



© SOS Faim - G. Turine

En Amérique latine, des institutions de microcrédit proches des réalités paysannes.

et « éducation au développement »). Dans le contexte de l'accord-cadre de coopération mené en consortium avec l'ONG « Action Solidarité Tiers Monde », SOS Faim entretient d'intenses relations avec celle-ci. SOS Faim est également membre de la Table-Ronde luxembourgeoise de la microfinance et a, par ailleurs, inten-

sifié ses relations avec l'ONG « Appui au Développement Autonome », spécialisée en microfinance. Enfin, SOS Faim Luxembourg est membre de l'ONG « Transfair-Minka » qui promeut les produits issus du commerce équitable et est actionnaire de la SIDI en France, un investisseur social spécialisé en microfinance également.

SOS Faim construit un partenariat spécifique d'action avec l'association belge Vredeseilanden, notamment en matière d'appui aux organisations de producteurs latino-américains et en matière de soutien au plaidoyer des plates-formes paysannes ouest-africaines. Elle est un membre actif des plates-formes que sont la Coalition contre la faim, le Réseau Cotonou-Belgique, le Rabat et la Plate-forme souveraineté alimentaire. Depuis 2010, SOS Faim est membre de la coupole des associations de solidarité internationale, CNCD-11 11 et y assure un mandat d'administrateur. Elle est également membre et administrateur d'Acodex, la coupole des ONG belges francophones. Elle entretient des relations suivies avec Oxfam Solidarité, FIAN, TRIAS, Solidarité socialiste et les organisations paysannes wallonnes que sont le FUGEA et l'Union des agricultrices wallonnes.

# Comptes de résultat et bilan financier

## COMPTE DE RESULTAT 2010 (en €)

RECETTES	Belgique	Luxembourg	Total	
Donateurs	850.015,53	427.833,92	1.277.849,45	1
Institutionnels	125.506,97	-	125.506,97	2
Coopération belge – DGD	4.701.385,87	-	4.701.385,87	3
Coopération Wallonie Bruxelles international	36.302,00	-	36.302,00	3
Coopération luxembourgeoise - MAE	-	1.762.789,15	1.762.789,15	3
Héritage	112.301,69	-	112.301,69	
ONG	179.606,81		179.606,81	4
UE	-3.811,39	321.764,71	317.953,32	3
Produits financiers	26.652,79	10.288,12	36.940,91	
Produits divers	72.008,24	8.036,36	80.044,60	
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>6.099.968,51</b>	<b>2.530.712,26</b>	<b>8.630.680,77</b>	
<b>CHARGES</b>				
Transferts aux projets	4.438.392,85	1.742.134,38	6.180.527,23	5
Dépenses liées aux projets	92.658,73	103.221,67	195.880,40	
Récolte de fonds	155.042,41	15.882,74	170.925,15	6
Activités d'éducation au développement	348.478,32	111.939,79	460.418,11	7
Fonctionnement et amortissements	101.776,51	169.366,80	271.143,31	
Frais du personnel	932.370,86	350.375,53	1.282.746,39	
Frais financiers	9.600,92	3.754,94	13.355,86	
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>6.078.320,60</b>	<b>2.496.675,85</b>	<b>8.574.996,45</b>	
<b>RESULTAT</b>	<b>21.647,91</b>	<b>34.036,41</b>	<b>55.684,32</b>	

Le total des principaux postes des 2 associations n'est qu'indicatif car les règles comptables des 2 entités sont légèrement différentes.

- 1 Donations reçues des donateurs privés
- 2 Donations reçues de fondations, communes et entreprises

- 3 Co-financements reçus d'entités publiques
- 4 Donations reçues de SOS Faim Luxembourg pour projets communs
- 5 Montants des financements de partenaires

- 6 Charges directes des actions de collecte de fonds privée
- 7 Dépenses réalisées pour des activités d'éducation au développement

## Finances

### BILAN 2010 (en €)

ACTIF	Belgique	Luxembourg	Total
Immobilisations	42.078,79	517.975,97	560.054,76
Créances	477.600,10	1.503.967,87	1.981.567,97
Disponible	2.086.617,09	1.104.306,90	3.190.923,99
Régularisation	4.237,63	-	4.237,63
<b>TOTAL</b>	<b>2.610.533,61</b>	<b>3.126.250,74</b>	<b>5.736.784,35</b>

### PASSIF

Fonds Social	1.533.563,24	1.491.366,15	3.024.929,39
Provisions	31.225,61	50.000,00	81.225,61
Dettes	668.398,09	328.484,59	996.882,68
Régularisation	377.346,67	1.256.400,00	1.633.746,67
<b>TOTAL</b>	<b>2.610.533,61</b>	<b>3.126.250,74</b>	<b>5.736.784,35</b>

#### Les comptes de SOS Faim Belgique, tenus selon la loi relative aux ASBL, sont :

- audités et certifiés par le cabinet Bernard Bigonville & Co,
- approuvés par l'Assemblée générale de l'association,
- contrôlés, pour ce qui concerne les projets à financement public, par la Commission

européenne et la Direction générale du développement (Service public fédéral belge),

- déposés au greffe du Tribunal de commerce de Bruxelles et à la Banque nationale.

#### Les comptes de SOS Faim Luxembourg, tenus selon la loi relative aux ASBL, sont :

- audités et certifiés par PKF ABAX Audit,

- approuvés par l'Assemblée générale de l'association,

- contrôlés, pour ce qui concerne les projets à financements publics, par la Commission européenne et le Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois,

- déposés au Registre de commerce et de sociétés (R.C.S.) du Luxembourg.

### Répartition des dépenses

Frais financiers **0,16%**

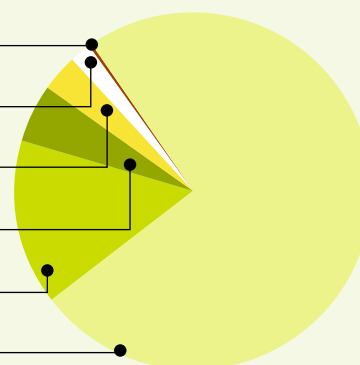
Frais de récolte de fonds **1,99%**

Fonctionnement et amortissements **3,16%**

Activités d'éducation au développement **5,37%**

Frais de personnel **14,96%**

Transferts aux partenaires **74,36%**



# Belgique et Luxembourg, une démarche conjointe pour plus d'efficacité

Il va de soi que SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg, bien qu'étant des associations juridiquement indépendantes partageant une vision commune, agissent conjointement dans des volets importants de leurs actions. La fixation des orientations stratégiques majeures au Sud est définie de concert. Les moyens opérationnels et les ressources mis en commun permettent plus d'efficacité, tant en amont que sur le terrain, au Sud comme au Nord.

**SUR LE PLAN OPÉRATIONNEL**, les deux associations : • partagent le même « *Service appui partenaires* » et • travaillent conjointement dans les activités d'information développées au Nord : elles partagent le même site internet, réalisent ensemble la rédaction, la publication et la diffusion des publications « *Défis Sud* », « *Zoom Micro-finance* » et « *Dynamiques Paysannes* ».

Les 2 associations sont organisées selon le même schéma général.

**LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** en Belgique, ou la **DIRECTION**, au Luxembourg, accompagnent les responsables des deux associations dans la gestion quotidienne. Ils ont pour missions de coordonner l'ensemble des activités, de représenter l'association à l'extérieur et de rendre compte du travail des équipes auprès du Conseil d'administration. • SOS Faim Belgique a pour Secrétaire Général Freddy Destrait assisté par Linda Gelmi et Sonia N'Kele. • SOS Faim Luxembourg est dirigée par Thierry Defense, secondé par Stéphanie Rajchel.

**LE SERVICE D'APPUI PARTENAIRES** est en charge du suivi des projets. Il est donc en contact permanent avec les partenaires du Sud afin de gérer au mieux les projets dans le cadre des objectifs donnés et des budgets alloués. Il est composé : • en Belgique : de Marc Mees, François Vandercam, Laurent Biot, Christophe Brismé et François Cajot ; • au Luxembourg : de Nedjma Benne-gouch, Aude Ehlinger, François Legac, Fanelie Meyer et Marc Mees qui assure une coordination des 2 services. Un bureau au Mali a été ouvert durant l'année afin de représenter SOS Faim dans ce pays ; Safiatou Malet Coulibaly occupe ce poste.

SOS Faim Belgique dispose aussi de deux antennes afin de gérer étroitement les relations avec les partenaires locaux : •



Partage, échange et dialogue avec nos partenaires pour la construction de la sécurité alimentaire.

au Pérou (Lima): Wilfredo Necochea Tello (Responsable de l'Antenne), Erika Canchari, Antonio Galdos ; • en Bolivie (Cochabamba): Cesar Soto Santisteban (Responsable de l'Antenne) et Margoth Salguero.

**LE SERVICE D'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT**, quant à lui, est chargé de définir et de mettre en œuvre les activités destinées à informer, sensibiliser, mobiliser les divers publics visés (citoyens, étudiants, agriculteurs, ...) ou encore de plaider auprès des responsables politiques et administratifs. Il développe pour ce faire des campagnes d'information et de lobbying et prend en charge la réalisation, la promotion et la diffusion des publications. Il est composé • en Belgique de : Pierre Coopman, Jean-Jacques Grodent, Anne Kennes, Antonella

Lacatena, Virginie Pissort et Clémentine Rasquin, et • au Luxembourg de : Marine Lefebvre et Linda Ortolani.

**LE SERVICE DE RELATIONS DONATEURS** assure la récolte de fonds auprès du public, et ce dans le respect des principes éthiques détaillés dans la charte disponible sur le site internet. En ont la responsabilité, • en Belgique : Sabine Chevalier et • au Luxembourg : Marine Lefebvre

**LE SERVICE D'ADMINISTRATION ET FINANCES** établit les budgets annuels, en assure le suivi, gère les aspects financiers au quotidien et veille au respect des procédures internes et externes. Il est composé • en Belgique de : Marianne Lebeau et Ascension Nieto et, • au Luxembourg de Laetitia Vautier.

## Équipes et Institutionnel



© SOS Faim-WL

### LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les Assemblées générales veillent à ce que les deux SOS Faim gardent le cap sur leurs objectifs sociaux et économiques de lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud et d'information et de mobilisation dans les pays du Nord.

**POUR SOS FAIM BELGIQUE**, la liste des membres au 31 décembre 2010 s'établit comme suit :

Sergio Alvarez • Manzi Bakuramutsa • Jean-Jacques Beauvois • Juliette Bouffieux • Thierry Defense • Laurence Demaeght • Jean-Paul De Potter • Freddy Destrait • Freddy Devreeze • Amadou Diop • Michel Falisse • Baudouin Hamuli Kabarhuza • Sabine Heymann • Olivier Heck • Nicole Hogger • Marek Hudon • Henri Jurfest • Bruno Lambin • Anne-Hélène Lulling • André Masset • Ephrem Mbugulize • Marc Mees • Bernard Njonga • Wilfredo Necochea • Mamadou Ouedraogo • Denis Pesch • Jean-Michel Pochet • Roger Reul • Céline Vandermorten • Marc Van Eerdewegh • Lucas Van Wunnik • Patrick Venturini • Pierre Vigneron.

**POUR SOS FAIM LUXEMBOURG** la liste au 31 décembre 2010 est la suivante :

Soheil Assassi • Patrick Billbault • Marc Binsfeld • Léonard Bovy • Diane Braas • Félix Buchler • Marc Césarini • Ernest Cravatte • Laurence Demaeght-Deléhouzée • Françoise Demaeght-Legros • Guy de Muysen • Freddy Destrait • Jean Feyder • Jean-Claude Franck • Tom Graas • Marie-Christine Grégoire • Christiane Kayser • Jean-Pierre Kessler • Monique Kieffer-

Kinsch • Erik Kügener • Gérard Lecuit • Guy Linster • Nicolas Margue • Marcel Mart • Marc Mees • Benoît Morisset • Bernard Njonga • Mamadou Ouedraogo • Michèle Reisch-Wiroth • Bettina Scholl Sabbatini • Joakim Wahlman.

### LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Les Conseils d'Administration approuvent les stratégies proposées par le Secrétaire général ou le Directeur, supervisent leur réalisation et sont particulièrement attentifs à la gestion des ressources financières et humaines respectivement des deux entités.

En Belgique, il était composé, au 31 décembre 2010, de: Jean-Jacques Beauvois (président) • Juliette Bouffieux (secrétaire) • Freddy Destrait • Amadou Diop • Marek Hudon • Roger Reul (vice-président) • Céline Vandermorten • Pierre Vigneron (trésorier).

Le Conseil d'administration luxembourgeois ayant quant à lui, en date du 31 décembre 2010, la composition suivante: Monique Kieffer-Kinsch (présidente) • Patrick Billbault (secrétaire) • Marc Binsfeld • Léonard Bovy • Diane Braas (trésorière) • Félix Buchler • Christiane Kayser • Gérard Lecuit.

### CRÉDITS

Rédaction: Marine Lefèbvre – Jean-Jacques Grodent

Photos couvertures: © J.L Brocart / SOS Faim

Impression sur papier respectueux de l'environnement: Arte Print

Graphisme: Marmelade

**Ce rapport est également disponible sur [www.sosfaim.org](http://www.sosfaim.org) en français, anglais et espagnol.**

### SOS FAIM BELGIQUE ASBL

Rue aux Laines, 4  
B-1000 Bruxelles, Belgique  
T +32 (0)2 549 06 70  
F +32 (0)2 514 47 77  
info.be@sosfaim.org  
www.sosfaim.org  
Banque: 000-0000015-15

### SOS FAIM LUXEMBOURG ASBL

Action pour le développement  
88, rue Victor Hugo  
L-4141 Esch-sur-Alzette,  
Grand-Duché du Luxembourg  
T +352 49 09 96  
F +352 49 09 96 28  
info-luxembourg@sosfaim.org  
www.sosfaim.org  
Banque CCPLLULL:  
IBAN LU22 1111 0055 5526 000

### ANTENNE DE SOS FAIM BELGIQUE AU PÉROU

SOS Faim Perú  
Av. Joaquín Madrid 371  
San Borja – Lima 41, Perú  
T +511 223-7488  
F +511 225-3088  
wne@sosfaim.org

### ANTENNE DE SOS FAIM BELGIQUE EN BOLIVIE

SOS Faim Bolivia  
Calle Jordan 299 esquina Hamiraya  
Cochabamba, Bolivia  
T/F +591 4-458 47 54  
cso@sosfaim.org

### BUREAU DE SOS FAIM AU MALI

Immeuble Kafo Jiginew  
rue 286,  
ACI 2000, Bamako, Mali  
safiadou.malet@sosfaim.org

